

accueillait le deuxième rendez-vous d'un cycle de 13 débats « Parlons d'Europe en région » mené par les Centres d'Information Europe Direct dans toute la France. Visant à favoriser le dialogue et les échanges entre les citoyens et des responsables européens, cet évènement a réuni pour la première fois des représentants du Comité des Régions, de la Commission européenne et du Réseau Europe Direct.

C'est devant une salle comble que **Karl-Heinz Lambertz**, le Premier Vice-Président du Comité européen des régions, **Pierre Moscovici**, le Commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, fiscalités et douanes et **Stéphanie Von Euw**, la Vice-présidente chargée des affaires européennes au Conseil Régional d'Île-de-France ont abordé les implications locales des politiques européennes, notamment celles en faveur de l'investissement et de l'emploi. Il s'agissait de rappeler l'apport majeur de l'Union Européenne en faveur des citoyens européens et la tâche incombant aux élus les plus proches d'en faire la promotion.

Le débat s'est d'abord structuré autour du plan d'investissement pour l'Europe présenté en 2014 par le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et sur la création d'emplois qui pourrait en résulter en France. Les questions relatives à la fiscalité et la lutte contre l'évasion fiscale et à la simplification de la gestion des fonds structurels ont également été abordées. *"Il faut défendre la capacité d'action et d'investissement des autorités locales et régionales ainsi qu'une plus grande flexibilité dans les règles du pacte de stabilité. Les autorités locales et régionales doivent en effet pouvoir avoir accès plus facilement au crédit"* a dans ce cadre plaidé **Karl-Heinz Lambertz**, Premier Vice-Président du Comité européen des régions. Les intervenants se sont également prononcés en faveur d'une meilleure coopération de la France et de ses collectivités locales et territoriales avec les institutions européennes à Bruxelles

Les valeurs communes, sans lesquelles l'Europe ne peut fonctionner, ont également été évoquées. Rappelant que le nationalisme est l'ennemi de l'Europe, les orateurs ont appelé les pro-européens à ne pas baisser les bras. La tâche de l'Union européenne et de ses institutions est certes lourde, mais l'Europe sortira grandie de la crise qu'elle traverse, ont-ils conclu.

La soirée s'est clôturée sur une fructueuse session de questions/réponses avec un public visiblement désireux d'échanger sur l'impact des politiques européennes sur leur territoire et leur quotidien et plus largement sur l'orientation de l'Union européenne.

Pour **Christophe Rouillon** (FR/PES), membre du Comité des régions initiateur de cette série de débats en France et auteur de l'avis du Comité des Régions "Reconnecter l'Europe avec ses

citoyens : communiquer mieux et davantage au plan local" ([mettre lien vers l'avis final](#)), cette initiative qui vise à rapprocher les citoyens de l'Union européenne est donc un pari réussi.

Prochain rendez-vous en France : Rouillon, le mardi 3 mai

« Parlons d'Europe en région » est un cycle de débats, visant à favoriser le dialogue et les échanges entre les citoyens et des responsables européens, sur des thématiques variées fortement ancrées dans l'actualité de tous les territoires du pays et de la vie quotidienne de tous les citoyens.

Le Centre d'Information Europe direct de Paris co-organisateur avec la Maison de l'Europe et la Représentation de la Commission européenne à Paris de ce premier débat "Parlons d'Europe en régions", est membre du réseau des 53 Centres d'Information Europe Direct présents dans toutes les régions françaises, et dont la mission consiste à rapprocher l'Union européenne des citoyens.

Le Comité des Régions appuie fortement cette démarche en s'associant à chacun de ces débats, concrétisant ainsi l'objectif de cette institution européenne « Reconnecter l'Europe avec les citoyens : communiquer mieux au plan local » <http://cor.europa.eu/fr/events/Pages/cor-local-events.aspx>

Le Parlement européen et la Commission européenne soutiennent cette initiative qui s'inscrit dans le dialogue avec les citoyens mis en œuvre depuis plusieurs années.